

Santé Protection Animale et Environnement
44 rue Alexandre Dumas
80094 Amiens Cedex 3
03 22 70 15 80
ddpp@somme.gouv.fr

AMIENS, le 02/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SARL DU VERT GALANT

ROUTE NATIONALE
80630 BEAUVAL

Références : DDPP80 2023 00376
LAR n° 1A 188 193 6570 8
Code AIOT : 0058000130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2023 dans l'établissement SARL DU VERT GALANT implanté ROUTE NATIONALE 80630 BEAUVAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL DU VERT GALANT
- ROUTE NATIONALE 80630 BEAUVAL
- Code AIOT : 0058000130
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La SARL DU VERT GALANT exploite un élevage porcin naisseur-engraisseur de 8405 AE sur le territoire de la commune de BEAUVAL.

Des modifications ont été apportées aux installations depuis l'autorisation délivrée en 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 13 décembre 2010;
- respect de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
15	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
31	Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
35	Notification de changement notable	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
39	Lutte contre les nuisibles	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
41	Protection externe	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 16.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation d'élevage de la SARL DU VERT GALANT est soumise à la directive IED. Or, le dossier de réexamen suite à la parution des conclusions au BREF Elevages en 2017 n'a pas été transmis à l'inspection. Ce dossier doit être effectué dans les plus brefs délais sur le téléservice www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr

L'exploitant a procédé à des modifications de ses installations d'élevage depuis l'autorisation délivrée en 2010, sans notification préalable conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Un porter à connaissance relatif à ces modifications (notamment concernant la conduite générale de l'élevage, les plans à jour des installations, le plan d'épandage mis à jour, les dispositifs de secours (défense interne et externe)) et à la mise en oeuvre des mesures correctives pour les non conformités à l'arrêté préfectoral et aux prescriptions générales qui ont été relevées lors de l'inspection et reprises dans le présent rapport, doit être transmis à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime (...)
Constats : Absence de registre à jour des effectifs animaux présents dans l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : Présence d'une fosse enterrée non couverte située entre deux bâtiments d'élevage. Fosse clôturée sur une partie de son périmètre avec présence d'un muret protégeant du risque de chute dans la fosse mais devant être complété par la pose d'un grillage afin d'éviter toute possibilité de chute dans la fosse.
Observations : L'exploitant a déclaré que la fosse enterrée non couverte située entre les deux bâtiments d'élevage disposait d'un grillage au dessus du muret de protection mais la rouille ayant dégradé ce grillage, il a dû être enlevé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Absence de vérification des installations électriques en 2022. Absence des fiches de données de sécurité des produits utilisés dans l'élevage.
Observations : L'exploitant déclare que cette vérification sera effectuée les 16/01/2023 (Q16) et 19/01/2023 (Q18).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
Constats : Fourniture de deux relevés effectués en 2022 sur le forage présent sur le site d'exploitation : 213,62 m3 en mars 2022 (213,62 m3) et 222,72 m3 en septembre 2022. Absence de relevé mensuel de la consommation en eau. Vérification du volume autorisé non possible en raison d'une fréquence de relevé insuffisante.
Observations : L'exploitant déclare faire un relevé de sa consommation en eau deux fois par an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ; - le 21 février 2019 pour les autres installations. <p>A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.</p> <p>L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.</p>
Constats : Absence de dépôt de dossier de réexamen sur le téléservice.
<p>Observations : L'exploitant a déclaré à l'inspection ne plus pouvoir se connecter au téléservice suite à un changement d'adresse mail.</p> <p>Après vérification auprès du gestionnaire de site, il apparaît que la nouvelle adresse mail fournie avait bien été enregistrée dans l'application depuis février 2019.</p> <p>La procédure pour réinitialiser le mot de passe est jointe au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

